

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 19 novembre 2025

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 25 - 635

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **COVED ENVIRONNEMENT**

3, rue des Prés de Lyon  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701952

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 octobre 2025 dans l'établissement COVED ENVIRONNEMENT implanté 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 24 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

la visite est organisée dans le cadre d'une action régionale sur le risque incendie au sein des installations de tri, traitement, transit de déchets et plus particulièrement des DEEE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED ENVIRONNEMENT
- 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.	Demande d'action corrective	-
4	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5	Demande d'action corrective	-

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Sans objet
2	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7	Sans objet
5	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Sans objet
6	DEEE	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Plan de Défense Incendie doit être complété et mis à jour. Une attention particulière est nécessaire sur la gestion des DEEE et en particulier des PAM avec batterie lithium lors de leur manipulation et leur stockage. Une formation des agents intervenant sur ces déchets sur l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie est à programmer.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>

**Constats :**

L'exploitant est en mesure de disposer de l'état stock en quelques minutes, cet état est accessible de l'extérieur du site en cas de sinistre. Par sondage, l'inspection a contrôlé deux bons de pesée de PAM en date du 20 octobre 2025 (1 pour une réception et 1 pour une expédition). Les données du tableau de suivi correspondent aux bons de pesées présentés. L'état des stocks est réalisé de manière quotidienne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7

**Thème(s) :** Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries

**Prescription contrôlée :**

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.

**Constats :**

La gestion des DEEE est organisée selon les filières des éco-organismes EcoLogic et Ecosystem. Pour Ecosystem, les PAM sont livrés dans des récipients d'1 m<sup>3</sup> environ, aucune opération de tri n'est réalisée par l'exploitant. Les PAM sont réceptionnés et stockés sur le site dans une alvéole spécifique, puis expédiés vers la filière désignée par Ecosystem. Pour EcoLogic, les PAM sont livrés dans des récipients d'1 m<sup>3</sup> environ, après passage dans une trémie, un tri manuel est réalisé par sur une bande de tri par deux agents d'une société d'insertion, la séparation des PAM est faite selon la présence de fils électriques ou non. En cas d'absence de fil, un PAM est considéré comme susceptible de contenir une pile lithium, ainsi 2 flux sont générés : avec et sans batterie lithium. Cette gestion augmente le flux de PAM avec batterie lithium mais offre plus de garantie de sécurité. Les PAM sont ensuite stockés sur le site dans une alvéole spécifique, puis expédiés vers la filière désignée par EcoLogic.

L'exploitant a présenté les procédures de gestion des DEEE sur le site notamment pour les PAM.

Par sondage, l'inspection a interrogé les agents affectés au tri qui ont su détailler leur poste correspondant à la procédure présentée par l'exploitant.

Lors de la visite, il a été constaté un grésillement au niveau de l'alvéole de stockage des PAM avec batterie lithium, preuve d'une activité résiduelle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les risques et rappelle que la surveillance de cette zone est nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.  Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.  Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li></ul>

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

**Constats :**

L'exploitant a transmis son plan de défense incendie qui appelle les observations suivantes, exposées en séance :

- 1/ le PDI a bien été communiqué au SDIS, l'inspection rappelle qu'à la suite de la mise à jour nécessaire suite à la présente visite d'inspection, la version actualisée devra être transmise au SDIS. Le numéro du SDIS n'apparaît pas sur le document. Le schéma d'alerte mérite d'être clarifié notamment au niveau des différentes flèches des actions à mener. Les références aux responsables et acteurs doivent être détaillées notamment sur la notion de zone. L'exploitant ne détaille pas les moyens pour s'assurer que les acteurs et responsables sont bien présents (en cas de congés, maladie...). Le PDI n'indique pas le schéma d'alerte en dehors des heures de fonctionnement du site. Une clarification sur l'organisation d'accueil des secours est nécessaire du fait de la présence de 2 entrées d'arrivée des secours. Il a été constaté lors de la visite et de la présentation du PDI par l'exploitant que plusieurs registres d'accueil des extérieurs sont utilisés sans coordination. Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la gestion des personnes en cas de sinistre notamment pour le décompte des personnes au point de rassemblement.
- 2/ Le plan est tronqué sur les extrémités et n'indique pas l'ensemble des risques présents. Le document est focalisé sur les déchets dangereux liquides, zone de broyage des emballages vides souillés en plastiques et des citernes de carburant. Il doit intégrer les risques incendie des zones de déchets combustibles, des DEEE, des déchets dangereux solides....
- 3/ le plan des réseaux contient trop d'informations. Il doit contenir les données essentielles et rester lisible. Les modalités de mise en œuvre des ressources en eau doivent être identifiées (poteaux incendie, vanne d'obturation...).
- 4/ le plan de masse n'est pas à jour, il doit correspondre aux activités du site. Les étiquettes ne doivent pas masquer le plan.
- 5/ le plan des zones de danger n'est pas à jour et n'indique pas toutes les zones à risque.
- 5.2/ le plan n'est pas à jour. La localisation des murs coupe-feu n'est pas suffisamment lisible.
- 6/ le tableau des formations n'est pas explicite et ne détaille pas toutes les informations demandées dans un PDI.
- 6/ les plans de localisation des moyens de lutte contre l'incendie méritent d'être structurés selon la même orientation pour en faciliter la lecture.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le Plan de Défense Incendie doit être complété et mis à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

#### N° 4 : Maîtrise des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendies
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.  En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.  Pour les installations déclarées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.  Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci dessus.  Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
<b>Constats :</b> Les responsables désignés du site disposent de téléphones portables. Une télésurveillance est mise en œuvre, les procédures pendant et hors des heures de fonctionnement ont été présentées par l'exploitant. L'exploitant a indiqué réaliser 4 exercices par an. Le compte rendu de l'exercice du 12 juin 2025 a été transmis. Il mérite de contenir la liste émargée des personnes participantes et le chronogramme des actions (mis en œuvre par l'exploitant à la suite de cet exercice). L'exploitant a indiqué qu'un exercice est programmé avec le SDIS de l'Aube le 18 décembre 2025. L'exploitant a reconnu que le personnel de toutes les entreprises extérieures n'est pas informé sur les risques du site ni formé sur la mise en œuvre des moyens d'intervention . Cette situation a été constatée lors de la visite au niveau de la chaîne de tri des PAM, les deux agents de la société d'insertion ont reconnu ne pas être formés sur l'utilisation des extincteurs. L'exploitant dispose d'un plan de prévention. Lors de la visite, la présence des bacs contenant du sable a été constatée aux endroits les plus appropriés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 5 : Moyen de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.</li></ul> Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none"><li>1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li><li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li></ol>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li></ul> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.</li></ul> Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs du 23 mai 2025 et celui des RIA du 8 janvier 2025 réalisé par la société EUROFEU SERVICES. L'exploitant s'est engagé à réaliser les actions correctives identifiées par la société EUROFEU SERVICES (demande faite pour les RIA le 21 octobre 2025). L'inspection a pris connaissance des données disponibles sur la base de référencement du SDIS de l'Aube des poteaux incendie sur le département de l'Aube. Les caractéristiques des poteaux incendie répondent aux besoins en eau d'extinction incendie du site. Toutefois, l'exploitant n'a pas l'habitude de solliciter le service en charge de l'entretien des poteaux incendie implantés sur la voie publique et qui sont utilisés pour couvrir ses besoins en eau d'extinction.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer, auprès des services qui en ont la charge, du bon fonctionnement des poteaux incendie sur la voie publique et pris en compte pour la défense incendie du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : DEEE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, respect du volume autorisé
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 2711 : le volume susceptible d'être entreposé pour les installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques est limité à 900 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Lors de la visite, le volume de DEEE de toute nature a été estimé à environ 660 m <sup>3</sup> , volume inférieur au seuil maximum de l'arrêté préfectoral de 900 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite